



MOBILISATION CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES

La politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, a des effets dramatiques dans l'Éducation nationale. En quatre ans, 50 000 postes ont disparu ; pour cette année, 16 000 passent à la trappe, la casse est sévère avec les conséquences que nous voyons sur le terrain :

- nombre très insuffisant de postes ouvert dans les différents concours,
- DHG (Dotation Horaire Globalisée) en baisse dans le secondaire,
- fermetures d'options et de filières dans les lycées,
- remplacements non ou mal assurés,
- scolarisation des 2 ans sacrifiée,
- RASÉD (Réseau d'aide et de Soutien aux Élèves en Difficulté) démantelés,
- seuils relevés pour les ouvertures et fermetures de classes dans le primaire,
- chiffres des effectifs fournis par les écoles, pondérés systématiquement par l'inspection académique.

Dans le secondaire, les DHG ont été annoncées et tous les établissements enregistrent une baisse sensible des dotations. Beaucoup se sont mobilisés. **Dans le premier degré**, les comités techniques paritaires se réunissent et partout la colère des enseignants, des parents, des élus est grande, car ça fait mal.

Pour le 94, alors qu'on attend des effectifs d'élèves en hausse, pas moins de 78 fermetures définitives ont été annoncées, plus 20 sur constat de rentrée, pour 60 ouvertures. Le 1^{er} avril, jour de la réunion du CTP, 1 000 personnes, parents, enseignants, élus, sont venues crier leur mécontentement à l'inspecteur d'académie. À l'issue du rassemblement, il a annulé sept fermetures et en a transformé trois en conditionnelles. C'est un premier recul, mais nous sommes très loin du compte. Parents, enseignants, élus exigent toujours l'annulation de toutes les fermetures. Les écoles ne sont pas traitées de façon équitable et beaucoup d'entre elles vont se retrouver avec des situations intenable.

Dans le 93, qui a rendu aussi 20 postes au ministère, 48 postes spécialisés E, 20 postes E surnuméraires sautent, ainsi que 39 postes de remplaçants pour la formation continue, qui disparaît peu à peu. Là aussi, les personnels et les parents se sont rassemblés à l'inspection académique.

Nous ne pouvons en rester là. Au-delà des fermetures sur lesquelles nous arriverons peut-être à faire revenir les inspecteurs d'académie, nous nous battons pour la qualité du service public d'éducation et la réussite de tous les élèves. A ce titre nous condamnons toutes les réformes en cours depuis plusieurs années, notamment celle de la formation, et qui ne visent qu'à casser le système éducatif.

Pour notre académie qui connaît des difficultés croissantes, c'est un véritable plan d'urgence qui doit voir le jour, de la maternelle jusqu'au lycée.

Actuellement pour le 94, 2 100 postes sont nécessaires pour faire face aux besoins. Dans le 93, avec 2160 élèves en plus, il faudrait ouvrir 200 classes. L'IA en ferme 82 et 250 classes sont déjà, au delà des seuils d'ouvertures fixés par l'IA. Ce plan d'urgence concerne **l'ensemble de la région Ile-de-France.**

Nous, FCPE, CGT-Éduc'action, SUD Éducation appelons à la **convergence des luttes** sur notre académie, ainsi que sur la région, premier et second degré, car l'attaque est globale. Le ministère doit s'engager pour améliorer les conditions d'enseignement. **Un plan d'urgence doit être adopté.**

Nous appelons les parents, les enseignants, les élus à :

- **participer au rassemblement prévu au ministère le mercredi 4 mai** à l'appel du SNUipp-FSU 94, du SNUDI- FO 94, du SE-UNSA 94, et avec le 93 (SUD Education, FO, CGT), rendez-vous à 14h30, métro Solférino
- **se mettre en grève le jeudi 12 mai** à l'appel de SUD Éducation et de la CGT-Éduc'action
- **venir manifester en masse le samedi 14 mai** dans le Val-de-Marne, rendez-vous devant le Rectorat à 10h30
- **participer au rassemblement national devant le ministère le 18 mai** à l'appel du SNUipp-FSU
- **participer le vendredi 20 mai à la nuit des écoles** à l'appel de la FCPE

PARTOUT, DÉVELOPPONS ET UNIFIONS LES MOBILISATIONS